

PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTÉRIELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

PRÉFECTURE DU LOIRET

**ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL n°PREF-SAPPIE- BE-2019-0221
du 28 mai 2019**

**portant classement au titre de l'article R.214-112 du code de l'environnement du barrage de la
CAHAUDERIE situé sur le territoire des communes de BLENEAU et de CHAMPOULET**

Le Préfet de l'Yonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles R.214-112 à R.214-128 ;

VU le code civil, et notamment ses articles 1240, 1241, 1242, 1244 portant sur la responsabilité du propriétaire d'un ouvrage ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 modifié fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements ou évolutions concernant un barrage, une digue ou leur exploitation, mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

VU l'arrêté du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R.214-112 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté interpréfectoral n°PREF-DCPP-2013-0037 du 15 février 2013 portant complément à l'autorisation reconnue au titre de l'article L.214-6 du code de l'environnement du barrage de la Cahauderie et du barrage du Château ;

VU le rapport de la Direction Départementale des Territoires de L'Yonne du 9 novembre 2018 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) de l'Yonne du 6 décembre 2018 ;

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DRAL) du Centre-Val de Loire en date du 12 avril 2019 ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Territoires du Loiret en date du 24 avril 2019 ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques géométriques du barrage au sens de l'article R.214-112 du code de l'environnement : 6,23 mètres de hauteur (H) au-dessus du terrain naturel pour une retenue d'un volume (V) égal à 0,365 millions de m³, soit $H^2V^{1/2} = 23,45$;

CONSIDÉRANT l'avis favorable émis par le pétitionnaire le 26 janvier 2018 sur le projet du présent arrêté qui lui a été transmis ;

SUR proposition des Secrétaires généraux des préfectures de l'Yonne et du Loiret,

ARRÊTENT

ARTICLE 1 – Responsable de l'ouvrage

En sa qualité de responsable de l'ouvrage, l'établissement public administratif Voies Navigables de France (VNF) met en œuvre, dans les délais définis, l'ensemble des prescriptions édictées par le présent arrêté. Il est désigné « l'exploitant » dans la suite du présent arrêté.

En sa qualité de coordonnateur, le préfet responsable de la sécurité de l'ouvrage est le préfet de l'Yonne.

Le service de contrôle territorialement compétent est la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté.

ARTICLE 2 – Abrogation

L'arrêté interpréfectoral n°PREF-DCPP-2013-0037 du 15 février 2013 portant complément à l'autorisation reconnue au titre de l'article L.214-6 du code de l'environnement des barrages de la Cahauderie et du Château est **abrogé**.

ARTICLE 3 – Classement de l'ouvrage

Compte tenu de ses caractéristiques géométriques :

H : hauteur au-dessus du terrain naturel	6,23 mètres
V : Capacité de la retenue à la cote RN	0,365 millions de m ³
$H^2V^{1/2}$	23,45

Le barrage de la CAHAUDERIE relève de la **classe C** au titre des dispositions de l'article R.214-112 du code de l'environnement

TITRE 1 : RÈGLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET À LA SÛRETÉ DE L'OUVRAGE

ARTICLE 4 – Dossier d'ouvrage et registre

En application de l'article R.214-122 du code de l'environnement, l'exploitant établit ou fait établir :

- un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage.

L'exploitant tient à jour ces documents, les conserve de façon à ce qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et les tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

ARTICLE 5 – Exploitation et surveillance

En application des articles R.214-122 à R.214-125 du code de l'environnement, l'exploitant surveille et entretient son ouvrage et ses dépendances. Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage.

Pour formaliser ces actions, l'exploitant établit ou fait établir un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues.

L'exploitant tient à jour ce document, le conserve de façon à ce qu'il soit accessible et utilisable en toutes circonstances et le tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

ARTICLE 6 – Rapports périodiques

En application des articles R.214-122 à R.214-126 du code de l'environnement, l'exploitant établit ou fait établir un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu à l'article 4 du présent arrêté et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies.

Dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, l'exploitant est tenu de procéder, a minima, à une visite technique approfondie.

L'ouvrage sera doté d'un dispositif d'auscultation avant le 30/06/2019. Un rapport d'auscultation sera établi périodiquement par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-129 à R.214-132 du code de l'environnement. Le rapport couvrant la période 2019-2020 comportera une analyse justifiant du maintien ou de l'abandon du dispositif.

Les rapports de surveillance, de visite technique approfondie et d'auscultation sont transmis au service de contrôle dans le mois suivant leur signature.

ARTICLE 7 – Périodicités et échéances

En application du présent arrêté, les documents sont à transmettre au service de contrôle suivant les échéances et périodicités suivantes :

Document	Rapport de surveillance	Rapport de visite technique approfondie	Rapport d'auscultation
Échéance du prochain rapport	31/03/2019 (Période couverte : 2014-2018)	31/03/2024	31/03/2021 Période couverte : 2019-2020
Périodicité	5 ans	A minima une visite approfondie entre chaque rapport de surveillance	5 ans

ARTICLE 8 – Événement important pour la sûreté hydraulique (EISH)

Tout événement ou évolution concernant le barrage ou son exploitation et mettant en cause ou susceptible de mettre en cause, y compris dans des circonstances différentes de celles de leur occurrence, la sécurité des personnes ou des biens est à déclarer, dans les meilleurs délais, au préfet.

Toute déclaration est accompagnée d'une proposition de classification selon le niveau de gravité défini par l'arrêté ministériel du 21/05/2010. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander à l'exploitant un rapport sur l'événement.

En outre, une visite technique approfondie est effectuée à l'issue de tout événement ou de toute évolution déclarés en application de l'alinéa précédent et susceptibles de provoquer un endommagement de l'ouvrage.

TITRE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 9 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent strictement réservés.

ARTICLE 10 – Publication

Le présent arrêté est notifié à Voies Navigables de France, responsable de l'ouvrage.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Bléneau et de Champoulet, pendant une durée minimale d'un mois.

Une copie du présent arrêté sera communiquée aux directeurs régionaux de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et de Centre-Val de Loire.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs ainsi que sur le site internet des préfectures, pendant une durée minimale d'un an.

ARTICLE 11 – Voies et délais de recours

Ainsi que prévu à l'article L.214-10 du code de l'environnement, la présente décision peut être déferée à la juridiction administrative compétente dans les conditions prévues à l'article R.181-50 du même code à savoir :

- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie de la commune d'implantation du barrage ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télécours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 12 – Exécution

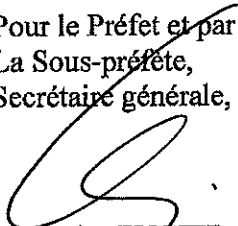
Mme la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, M. le Secrétaire général de la préfecture du Loiret, M. le Directeur départemental des territoires de l'Yonne, M. le Directeur départemental des territoires du Loiret sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Centre-Val de Loire,
- MM. les Maires des communes de Bléneau et Champoulet.

Fait à Auxerre, le **28 MAI 2019**

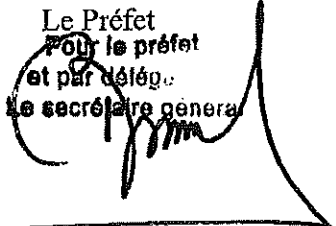
Fait à Orléans, le **28 MAI 2019**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,



Françoise FUGIER

Le Préfet
~~Pour le préfet~~
et par délég.
Le secrétaire généra



Stéphane BRUNOT